



services PUBLICS

L'heure de taxer le Capital

En pleine crise, les plus riches augmentent encore leur pactole.
Pour protéger la santé, les emplois et les revenus de la population salariée,
une taxation accrue des profits et des grandes fortunes s'impose.

EN PAGES 2, 4, 11 ET 12.

Cadeau empoisonné

3 POINT FORT – À l'approche de Noël, Alain Berset ressort son paquet sur les retraites, maintenant divisé en deux. Si le papier d'emballage est tout neuf, le contenu reste le même.

Épilogue pour la CPPEF

5 FRIBOURG – Malgré la campagne combative menée par le SSP, une majorité de votant-e-s ont accepté la désastreuse révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Cap sur les prochaines batailles!

Le social dans la rue

10 L'INTERVIEW – Dans le secteur social genevois, maladies et quarantaines exacerbent le manque d'effectifs. Épuisé, le personnel est récompensé... par une baisse des salaires. Questions à François*, éducateur en foyer.

Le profit à tout prix

11 CAPITAL VS TRAVAIL – Les milieux financiers veulent profiter de la pandémie pour accélérer les fermetures d'hôpitaux publics. En 2021, une mobilisation syndicale et citoyenne devra leur barrer la route.



L'image d'Eric Roset

Le 25 novembre, les collectifs de la Grève féministe ont pris la rue pour dénoncer les violences subies par les femmes

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les militantes ont notamment exigé que la Suisse intègre la notion de consentement dans sa définition du viol.

Éditorial

Prendre l'argent là où il est

En novembre, les morts liés au Covid-19 ont grimpé en Suisse.

«Notre taux de mortalité est non seulement actuellement le plus haut d'Europe, il est même plus élevé qu'aux États-Unis. En même temps, de nombreux hôpitaux et surtout les soignants font face à une charge très élevée, sans qu'une issue rapide ne soit en vue» soulignait Monika Bütler, professeure d'économie et membre de la *task force* Covid-19 de la Confédération¹.

Même le quotidien ultralibéral *NZZ* posait la question: «La Suisse laisse-t-elle des personnes mourir pour préserver l'économie?»² Sur les ondes de la radio alémanique, le conseiller fédéral (UDC) Ueli Maurer répondait par l'affirmative³.

«La Suisse fait passer l'austérité avant la vie», soulignait un commentateur⁴. La formule résume assez bien le choix de la classe dominante helvétique face à la deuxième vague.

Alors que les salarié-e-s sont exposé-e-s à un fort risque d'infection dans certains secteurs, le dispositif mis sur pied au printemps pour épargner les vulnérables n'a toujours pas été réactivé; les plans de protection sur les lieux de travail restent la plupart du temps facultatifs, et les contrôles totalement insuffisants.

Alors que le personnel soignant est à bout, Conseil fédéral et Parlement refusent jusqu'à présent de financer le manque à gagner induit par le Covid-19 pour les hôpitaux. Un choix politique qui accentuera la pression sur le personnel et accélérera les fermetures d'établissements (*lire en page 11*).

Alors que les bas revenus sont proportionnellement beaucoup plus touchés par la crise, le Conseil fédéral refuse de compenser à 100% la perte de revenu pour ces salarié-e-s précaires.

Concrètement, cela signifie qu'un-e serveur-euse au chômage partiel, rémunéré-e au minimum fixé par la CCT de l'hôtellerie-restauration (3470 francs), doit se débrouiller aujourd'hui avec 2776 francs bruts par mois.

On ne parle pas de cas isolés. En 2018, l'OFS dénombrait 353 000 postes de travail à bas salaire en Suisse. Au printemps déjà, le SSP dénonçait le fait que des salarié-e-s de l'aéroport de Genève, souvent payé-e-s au lance-pierres (*en page 9*), devaient

recourir aux distributions de nourriture pour boucler les fins de mois.

Tout le monde ne se trouve pourtant pas dans le même bateau. À l'image de Credit Suisse, nombre de grandes banques et entreprises continuent à verser des dividendes à leurs actionnaires. Et les ultra-riches ne connaissent pas la crise (*en page 12*).

Pour financer de vraies mesures visant à protéger la santé de la population salariée et ses conditions de vie, c'est là qu'il faut puiser. Même le très modéré Jan-Egbert Sturm, directeur de l'institut de prévision économique KOF, propose aujourd'hui d'imposer davantage les bénéfices des entreprises. D'autres voix, sur le plan politique, demandent une taxation renforcée des revenus du capital et des grandes fortunes (*en page 4*).

Une revendication qui devrait être défendue activement par l'ensemble des forces syndicales et progressistes. ■

GUY ZURKINDEN
RÉDACTEUR

**LA VIE PLUTÔT
QUE L'AUSTÉRITÉ**

¹ *Tages Anzeiger*, 17 novembre 2020.

² *NZZ*, 25 novembre 2020.

³ «*Wir haben eine Güterabwägung gemacht*» («Nous avons fait une pesée d'intérêts»). SRF, 21 novembre 2020.

⁴ <https://foreignpolicy.com/2020/11/10/coronavirus-switzerland-is-choosing-austerity-over-life>

PRÉVOYANCE VIEILLESSE . À l'approche de Noël, Alain Berset ressort son paquet sur les retraites, désormais divisé en deux. Si l'emballage est tout neuf, le contenu reste le même.

Rien de neuf sous le sapin

MICHELA BOVOLENTA . SECRÉTAIRE CENTRALE SSP
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

Repérages

DEUX PROJETS EN UN CLIN D'ŒIL

AVS 21. Cette réforme est vite résumée: elle prévoit, outre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes, une augmentation de la TVA de 0,7%. Contrairement à la propagande du Conseil fédéral, la réforme ne prévoit pas de compensations, mais uniquement des mesures transitoires pour les femmes nées entre 1959 et 1967. En cas de départ à la retraite à 64 ans, les femmes touchant un revenu annuel inférieur à 56 880 francs ne subiraient pas de réduction de leur rente; au-delà, la baisse de rente serait de 2%, au lieu de 4 %.

Toujours pour la génération transitoire – et cette fois pour les salaires inférieurs à 85 319 francs par année –, AVS 21 prévoit d'adapter la formule appliquée pour calculer le montant des rentes. Ce changement se traduirait par une augmentation moyenne de la rente mensuelle, à hauteur de 78 francs.

LPP 21. Au cœur de la réforme du 2^e pilier, on trouve la baisse du taux de conversion, qui passerait de 6,8% à 6%. Pour un capital de 100 000 francs, la rente se monterait ainsi à 6000 francs par an (contre 6800 aujourd'hui), soit une réduction de 12%.

Le seuil d'affiliation à la LPP resterait inchangé, à 21 330 francs par an. La déduction de coordination serait réduite de moitié et fixée à 12 443 francs – ce qui aurait pour conséquence d'augmenter le montant du salaire assuré –, tandis que les taux de cotisation seraient lissés: 9% jusqu'à 44 ans, 14% ensuite.

À ce dispositif s'ajoute un supplément de rente (financé par une cotisation de 0,5%) pour la génération âgée de plus de 50 ans lors de l'entrée en vigueur de la révision.

Le montant de ce supplément serait dégressif: 200 francs les cinq années suivant l'entrée en vigueur, 150 francs les cinq suivantes, 100 francs pour la troisième tranche. Le Conseil fédéral définira le montant à verser par la suite. ■

Sur le vif

UNE PRÉCIEUSE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Refuser une fausse opposition

À chaque tentative de réviser le système de prévoyance vieillesse, on nous le répète: si nous n'acceptons pas de travailler une année de plus, les «jeunes» devront payer pour les «vieux». Le but de ce refrain: diviser les générations pour casser l'opposition à l'augmentation de l'âge de la retraite.

Or notre société repose, déjà aujourd'hui, largement sur des solidarités intergénérationnelles. Enfants et jeunes profitent du système éducatif et de formation, qui leur permettra ensuite d'intégrer le monde du travail. Adultes, ils et elles payeront des cotisations pour assurer les rentes des aîné-e-s. Cela n'a rien d'une escroquerie. C'est un système solidaire.

À cette solidarité sociale s'ajoute la solidarité familiale bâtie sur le travail domestique, éducatif et de soins réalisé par les femmes – et souvent gratuit. Grâce aux luttes féministes, le travail des mères commence à gagner en visibilité. En revanche, on peine à prendre la mesure du travail accompli par les grands-parents, en particulier les grands-mères.

En Suisse, un enfant sur trois – un sur deux dans les familles non issues de la migration – est gardé régulièrement par ses grands-parents¹. C'est autant que les crèches et garderies, dont le nombre est insuffisant et le coût trop élevé. En clair: beaucoup de femmes de la jeune génération sont actives professionnellement grâce au soutien de leur mère et/ou belle-mère. Car lorsqu'il n'y a pas de solution de garde, c'est quasiment toujours la maman qui renonce, du moins temporairement, à son activité professionnelle – ou qui réduit et adapte ses horaires de travail.

Ce constat doit être intégré au débat sur l'âge de la retraite. Les jeunes retraité-e-s ne sont pas une génération de privilégié-e-s. S'il existe quelques planqués, on les trouve parmi les retraités des classes aisées, ces hommes qui ont occupé toute leur vie des postes de hauts cadres ou managers à 100%, bien rémunérés. Ce sont eux qui partent à la retraite à 60 ans avec une rente de 5000 francs par mois², voire bien plus pour ceux qui ont en plus des parachutes dorés et des troisièmes piliers. Et ce sont les mêmes qui viennent nous dire qu'il faudra travailler plus longtemps.

La majorité des retraité-e-s, en particulier les femmes, vivent modestement et s'investissent dans le travail de soins aux enfants, mais aussi aux personnes plus âgées, dépendantes et/ou malades. Ce travail permet à la société de réaliser des économies considérables – 8 milliards de francs par an pour la seule garde des enfants! Plutôt qu'augmenter l'âge de la retraite, il faut le réduire. Et valoriser en parallèle le travail non rémunéré qui rend un immense service à la société, toute générations confondues. ■

Recycler des cadeaux sous le sapin est un jeu périlleux, qui se termine souvent par des scènes de ménage. C'est ce qui risque de se passer avec le projet LPP 21, concocté par les partenaires sociaux dans la continuité de la sempiternelle «paix du travail» – et déjà contesté par le camp bourgeois.

LPP 21: RISQUE DE CHUTE. Car si tout ce beau monde est d'accord pour baisser le taux de conversion de 6,8 à 6% – ce qui revient à réduire les rentes de 12% –, la droite se crêpe le chignon sur le supplément de rentes destiné amortir le choc pour les générations transitoires. Dans un communiqué de presse commun, l'Union syndicale suisse (USS), Travail.suisse et l'Union patronale suisse saluent «une réforme du deuxième pilier apte à recueillir une majorité sur la base de leur modèle de compromis négocié intensivement». C'est là le but du compromis: trouver une majorité populaire pour imposer la baisse du taux de conversion, refusée par le peuple en 2010, puis en 2017.

65 ANS, C'EST TOUJOURS NON. Le Conseil des Etats devait discuter de la réforme AVS 21 lors de sa session d'hiver, mais le débat a été renvoyé au printemps. Ce n'est que partie remise. Les marchandages vont bon train sous la Coupole fédérale. Les organisations patronales et les partis de droite multiplient les pressions pour imposer la hausse de l'âge de la retraite des femmes. Pourtant, celle-ci a déjà fait chou blanc trois fois: en 2004, la onzième révision de l'AVS a été refusée en votation populaire; en 2010, le Parlement a abandonné une onzième révision-bis, faute d'avoir trouvé un compromis. Enfin, le projet Prévoyance vieillesse 2020 a été rejeté en 2017.

RETRAITES ET CORONAVIRUS. Avec la pandémie, la pression sur les salarié-e-s s'est encore accrue – en particulier pour les personnels en première ligne, dont une majorité de femmes assurant les soins dans des conditions toujours plus difficiles. Dans ces métiers, tenir jusqu'à 64 ans est déjà un exploit. Comment travailler plus longtemps sans y laisser sa santé? Dans d'autres secteurs, la crise sanitaire cause faillites, licenciements et chômage partiel. La situation des 50 ans et plus va encore se péjorer, car l'emploi se dégrade. Proposer une augmentation de l'âge de la retraite dans ce contexte est irresponsable.

LA DROITE S'ENTÊTE. Il y a peu, un tout petit Oui est sorti des urnes en faveur de l'achat de nouveaux avions militaires – pour un montant de plus de 6 milliards de francs. Cet argent aurait pu servir à financer nos retraites. Mais contrairement au refus de l'élévation de l'âge de la retraite, le Oui aux avions de combats n'est pas remis en cause par le Conseil fédéral et les milieux bourgeois. Au contraire. Ils en prennent acte et avancent. Pourquoi ne pas prendre acte aussi de la volonté populaire en matière de retraites? D'autant plus que d'autres pistes existent pour financer nos rentes: selon le Conseil fédéral lui-même, une hausse d'à peine 0,9% des cotisations paritaires suffirait à compenser l'entier des mesures prévues par AVS 21. Mais pour la droite et le patronat, les retraites sont un coût du travail qu'il faut réduire au minimum. Que la pauvreté des personnes âgées augmente, c'est le cadet de leurs soucis.

PAROLES, PAROLES... Depuis janvier 2020, l'AVS bénéficie d'une petite augmentation des cotisations paritaire de 0,3%, négociée dans le cadre de la Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA). Le renforcement de l'AVS et la promesse de ne pas augmenter l'âge de la retraite des femmes ont été utilisés pour arracher un Oui aux cadeaux fiscaux pour les entreprises. Mais ces promesses n'étaient que du vent: le projet AVS 21 a réduit la hausse de la TVA, de 1,5% à 0,7%, mais laisse intacte la mesure imposant aux femmes de travailler jusqu'à 65 ans. Le risque est grand que les discussions en cours entre partis politiques ne donnent rien de bon pour les salarié-e-s. Nous devons donc nous préparer à une nouvelle bataille référendaire contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes.

OBJECTIF 67 ANS. Pour la droite et les milieux patronaux, AVS 21 n'est qu'une étape: leur objectif est d'imposer, à terme, la retraite à 67 ans pour toutes et tous. Et les projets allant dans ce sens se multiplient. Alors que les jeunes libéraux-radicaux ont lancé une initiative pour fixer l'âge de la retraite à 66 ans, le Centre patronal vaudois veut remplacer l'âge de la retraite par une durée de cotisation de 44 ans (21 + 44 = 65 ans pour les femmes). Celle-ci augmenterait automatiquement d'un mois par année. Ce qui porterait l'âge de la retraite à 66 ans et 7 mois en 2047. ■



¹ OFS, 25 mai 2020.

² OFS: *Statistique des nouvelles rentes*, 2018.



Protéger santé, emplois et revenus

SUISSE . En novembre, le nombre des morts dues au Covid-19 a atteint des records. Les mesures sanitaires qui s'imposent doivent s'accompagner de protections renforcées pour les salarié-e-s et les petit-e-s indépendant-e-s.

Sur le vif

CHRISTIAN DANDRÈS . AVOCAT
ERIC ROSET . PHOTO

Le 22 novembre, seuls douze pays au monde connaissent une situation plus catastrophique que la Suisse en termes de décès dus au Covid-19¹. Les causes et les responsabilités de ce désastre restent à établir. Il apparaît cependant déjà que la privatisation partielle du système hospitalier et l'absence de mesures sanitaires sérieuses au niveau national empêchent de sauver des vies.

LE MARCHÉ OU LA VIE. La contre-réforme du système de financement et de planification hospitaliers a un double objectif: transformer le secteur en marché et favoriser les actionnaires des cliniques privées. Le service public est mis en concurrence avec le privé, dont les coûts sont plus bas puisqu'il n'a pas pour mission de soigner tout le monde en dernier recours. Cela se traduit par des fermetures de lits et réduit la capacité des hôpitaux à faire face à la pandémie. Malgré cette tragique réalité, le Conseil fédéral veut approfondir la marchandisation du système.

MESURES SANITAIRES ET SOCIALES. Il est inacceptable que la deuxième vague frappe la population sans que des mesures suffisantes soient prises. Ces mesures sanitaires doivent comporter un volet social: il ne faut plus qu'elles signifient pour beaucoup la perte de leur gagne-pain! Des initiatives s'imposent donc pour protéger les salarié-e-s, les revenus des ménages et l'emploi.

POUR UN DROIT DE RETRAIT. Le droit de retrait décidé par le Conseil fédéral au printemps – puis annulé en été – devrait être remis en vigueur: les salarié-e-s vulnérables constatant un risque de contamination et un plan de protection insuffisant doivent pouvoir refuser de travailler. La force d'un tel dispositif réside dans le fait que le choix incombe aux salarié-e-s concerné-e-s, et non au patron. En l'absence de contrôle sérieux des entreprises, le droit de retrait est l'instrument de protection le plus efficace. Il doit s'accompagner d'une protection contre les congés de représailles, sur le modèle de la protection prévue dans la Loi sur l'égalité entre femmes et hommes.

ÉTENDRE LES OUTILS EXISTANTS. Pour préserver les revenus des ménages, il s'agit de maintenir le chômage partiel et l'extension du droit à l'allocation pour perte de gain (APG) aux indépendant-e-s. Ces outils doivent être étendus à toutes et tous les salariés touchés par la crise, y compris les précaires (CDD, intérimaires, etc.). Les délais cadres de cotisation et d'indemnisation doivent aussi tenir compte des difficultés à trouver un travail – et donc à cotiser pour accéder aux indemnités de l'assurance chômage (AC). Celles-ci doivent couvrir 100% du revenu, jusqu'à concurrence du salaire médian. Pour financer cette mesure, une cotisation de solidarité pourrait être prélevée sur les personnes non-assujetties à

l'AC – notamment les indépendant-e-s qui, pour bénéficier du cadeau fiscal concocté par l'ex conseiller fédéral (PLR) Hans-Rudolf Merz (la deuxième réforme de la fiscalité des entreprises), perçoivent leurs revenus sous forme de dividendes. Il faut aussi dé plafonner la cotisation au chômage au-delà de 148 200 francs annuels.

Les entreprises aidées doivent s'engager à ne pas verser de dividendes – ce qui est déjà le cas aujourd'hui. Elles doivent aussi renoncer aux licenciements, sauf risque de faillite.

QUI DOIT PAYER? Comment financer les coûts nécessaires pour sauver des vies et protéger les revenus de la population? La Confédération a la possibilité de lever un impôt sur le revenu. Il est donc possible de prélever une tranche d'impôt supplémentaire sur les hauts revenus.

Les milieux immobiliers, peu touchés par la crise, réalisent des profits gigantesques depuis vingt ans. Dans les cantons, un supplément d'impôt sur la fortune immobilière pourrait donc être prélevé, en fixant un seuil qui épargne les personnes dont la fortune se limite à la propriété de leur logement. À défaut, l'assainissement des finances publiques se fera par des ajustements sur les budgets, donc en coupant dans les prestations à la population. ■

TAPIS ROUGE MÉDIATIQUE POUR LES CLINIQUES

En Suisse, les groupes de cliniques privées – notamment Hirslanden et Swiss Medical Network (SMN), les deux plus importants – sont puissants et ont le soutien de nombreux politiciens et médias.

Une anecdote à ce propos. Le 25 novembre, la RTS interviewait longuement – et sans contradicteur – Antoine Hubert, le patron du deuxième groupe de cliniques privées du pays (SMN).

M. Hubert est un homme d'affaires qui a commencé sa carrière dans l'immobilier et ne dispose d'aucune compétence épidémiologique. Cela ne l'a pas empêché d'expliquer docilement sur les ondes publiques: qu'il est un adepte de la solution suédoise; que les mesures sanitaires sont inapplicables dans un pays libre et démocratique; que la quarantaine en cas de symptômes Covid est une erreur; que les patient-e-s auraient dû être soigné-e-s par les médecins de famille. Bref, l'OMS n'a qu'à bien se tenir.

Sur Forum, l'émission radiophonique phare de la RTS, il semble ainsi que le crédit scientifique se mesure au portefeuille... et au carnet d'adresses. Raymond Loretan, ancien secrétaire général du PDC (qui vient de se transformer en Le Centre) et ancien président de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR, qui exploite la RTS) est l'actuel vice-président du groupe de cliniques dont Antoine Hubert est actionnaire.

À la fin de l'interview sur Forum, on comprend que M. Hubert reproche surtout aux autorités sanitaires d'avoir interdit les opérations électorales – touchant ainsi à ses propres intérêts. Pandémie ou pas, le business doit bien continuer. CD ■

¹ NZZ, 24 novembre 2020.

FRIBOURG . Malgré la campagne combative menée par le SSP, une majorité de votant-e-s ont accepté la désastreuse révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Cap sur les prochaines batailles!

Clap de fin pour la CPPEF

GAËTAN ZURKINDEN
SECRÉTAIRE SSP . RÉGION
FRIBOURG

C'est l'épilogue d'une lutte de plus de deux ans. Dimanche 29 novembre, la population fribourgeoise a accepté, par 59 811 voix (69,8%) contre 25 890 (30,2%), la révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF). Cette votation entérine une détérioration majeure des conditions de travail et de retraite: l'âge de la retraite sera, de fait, élevé de plusieurs années, et les rentes fortement diminuées.

MOBILISATIONS SANS PRÉCÉDENT. Cette contre-réforme a suscité des mobilisations sans précédent au sein de la fonction publique fribourgeoise. En septembre 2018, une première manifestation a réuni 1500 salarié-e-s. En février 2019, plus de 4000 fonctionnaires ont défilé dans la rue – un record qui égale la manifestation contre les coupes salariales de 2012. En avril 2019, 4000 fonctionnaires ont débrayé durant une heure, là encore une première; en novembre 2019, une

nouvelle manifestation a réuni 1500 salarié-e-s, suite à la signature par la Fédération des employé-e-s de l'Etat (FEDE) d'un accord avec le gouvernement. Enfin, point d'orgue de ces mobilisations, en mars 2020, 2000 salarié-e-s de la fonction publique ont participé à la première journée d'actions et de grève à l'Etat de Fribourg.

UNE CONTRE-RÉFORME MAJEURE. Ces nombreuses mobilisations ont été à la hauteur de l'enjeu, majeur pour la fonction publique fribourgeoise. L'objectif du Conseil d'Etat était en effet de supprimer la primauté des prestations – la rente est acquise – pour passer à la primauté des cotisations – la rente dépend des rendements de la caisse de pension. Ce changement se concrétise par une très forte élévation de l'âge de la retraite: entre 2 et 4 ans, selon les situations. Et une diminution très forte des rentes: -9,5% à 64 ans, selon les affirmations du Conseil d'Etat – selon une étude indépendante commanditée par le

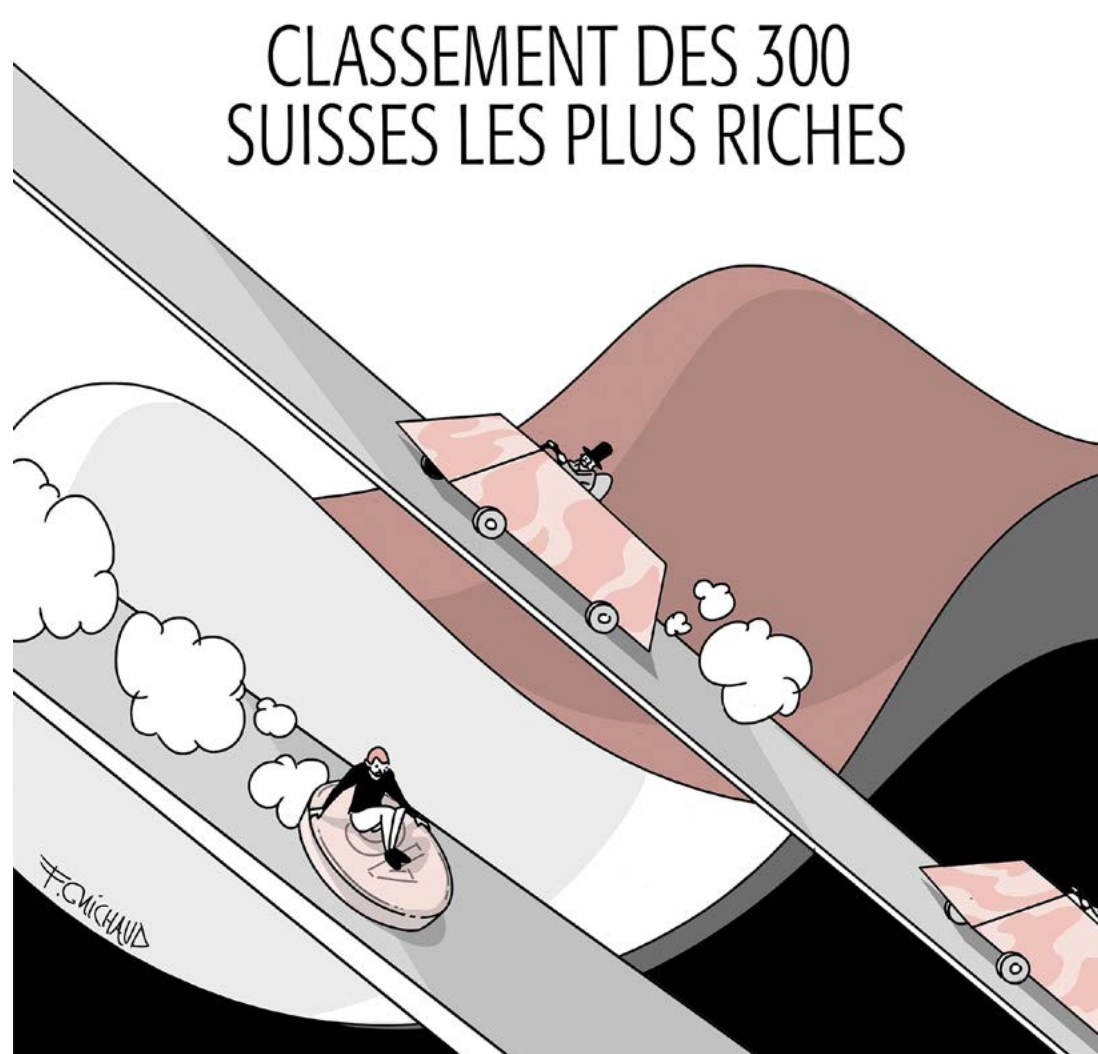
SSP, la baisse se situerait plutôt entre 12% et 18%; en cas de retraite à 60 ans, la coupe pourrait aller jusqu'à 30%!

30% DES VOIX, UN BON RÉSULTAT. Le résultat des urnes ne souffre aucune équivoque: près de 70% des votant-e-s ont approuvé le projet du Conseil d'Etat, contre 30% de refus. Cela dit, il s'agit d'un très bon résultat pour le SSP et le camp du «non», au vu des circonstances. En effet, l'ensemble de la classe politique, ou presque, appelait à approuver la révision. Les chefs de groupe de tous les partis – y compris le Parti socialiste fribourgeois (PSF) – ont participé à une conférence de presse pour célébrer «l'union sacrée» autour de l'élévation de la l'âge de la retraite et de la baisse des rentes. Enfin la FEDE, véritable porte-étendard du gouvernement, a mené campagne avec des moyens financiers importants et des dizaines de publicités dans les médias. Face à ce front uni, faire 30% des voix relève de l'exploit.

QUELLE SUITE? Cette bataille a montré l'importance de construire et renforcer une organisation syndicale comme le SSP. La FEDE a démontré une fois de plus que, dans les moments clés, elle choisit les intérêts de l'employeur plutôt que ceux des salarié-e-s. Comme en 2013 (coupes salariales), sa décision de se désolidariser du front syndical uni et du SSP a précipité l'acceptation d'un recul majeur, qui aura des conséquences sur l'ensemble des salarié-e-s du service public. Les appels de la FEDE à voter en faveur du projet, y compris en publiant des textes affirmant qu'il était impossible de faire mieux que le projet en votation – ce qui est largement faux – ont fortement désécurisé la fonction publique.

CAP SUR LA LPERS! De nombreuses échéances attendent le SSP et les employé-e-s du secteur public et parapublic. La prochaine bataille d'envergure sera la révision de la Loi sur le personnel de l'Etat de Fribourg (LPers), que le gouvernement veut utiliser pour faciliter les licenciements. Autre enjeu de cette révision: la contribution dite «de soutien» versée par les employé-e-s de l'Etat. Celle-ci profite pour l'instant à la seule FEDE. Or la mise en consultation du projet de révision montre que le Conseil d'Etat souhaite continuer à financer un «syndicat maison» uniquement, ou un «syndicat de monopole» (la FEDE). Une volonté qui viole plusieurs dispositions constitutionnelles. Le SSP a également déposé des demandes de revalorisation de plusieurs professions, notamment dans le secteur des soins (infirmiers-ères expert-e-s, sages-femmes, etc.) et le domaine pénitentiaire. ■

Le trait de Frédéric



Agenda militant

PLEINIÈRE VAUDOISE DE LA GRÈVE POUR L'AVENIR
VAUD
Pour préparer la grève du 21 mai 2021
Jeudi 10 décembre, 20 h
Événement en ligne
Pour obtenir le lien: gpla_vaud@protonmail.ch

PLEINIÈRE NATIONALE DE LA GRÈVE POUR L'AVENIR
TOUTE LA SUISSE
Dimanche 13 décembre, 14 h à 17 h
Événement en ligne
Pour obtenir le lien: contact@strike-fortfuture.ch

PANDÉMIE ET QUESTIONS JURIDIQUES
SEMINAIRE WEB
Organisé par l'Union syndicale suisse
Jeudi 17 décembre, de 10 h 15 à 17 h 15
Voir le programme en page 8

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SANTÉ PARAPUBLIQUE
LAUSANNE
Lundi 11 janvier

L'AUTRE DAVOS
ZURICH
Contre-événement au Forum économique mondial (WEF) de Davos
Vendredi 15, samedi 16 janvier 2021
Au Volkshaus et en ligne (www.sozialismus.ch)

Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

ÉDITEUR RESPONSABLE
SSP-VPOD
Stefan Giger
Secrétaire général
Case postale 8279
8036 Zurich
www.ssp-vpod.ch

RÉDACTEUR RESPONSABLE
Guy Zurkinden
Case postale 1360
1001 Lausanne
Tél. 021 340 00 00
Fax 021 340 00 09
E-mail: journal@ssp-vpod.ch

IMPRESSION
Atar Roto Presse SA, Genève



Dans les médias et sur les réseaux sociaux, la polémique fait rage concernant la politique à mener en ces temps de pandémie. Le point commun des argumentaires? La référence à l'intérêt général. Mais qui définit ce dernier?

Au nom du bien commun

JEAN-PIERRE TABIN
PROFESSEUR, LABORA-
TOIRE DE RECHERCHE
SANTÉ-SOCIAL, HAUTE
ÉCOLE DE TRAVAIL
SOCIAL ET DE LA SANTÉ
LAUSANNE
ERIC ROSET
PHOTOS

Les personnes qui prônent des mesures de confinement affirment leur nécessité pour limiter les décès et éviter que les hôpitaux débordés ne doivent refuser des soins ou trier les malades. Ainsi, une septantaine d'économistes ont publié, le 2 novembre dernier, un appel¹ intitulé «Contrôler la pandémie pour sauver l'économie». Ce dernier affirme notamment qu'en «dépit des sacrifices à consentir, la Suisse a maintenant besoin d'un second confinement» [...] accompagné d'un fort soutien fiscal. Même en s'arrêtant uniquement à l'aspect économique, le coût total d'un confinement bien géré sera plus faible que le coût des mesures actuelles plus légères qui ont manifestement échoué à contenir le virus». C'est donc au nom du bien commun que la liberté individuelle devrait être restreinte.

REPRIS PAR TOUS LES BORDS. D'autres s'inquiètent de la bonne marche de l'économie et demandent un assouplissement

des mesures. Par exemple, la Société genevoise des Cafetiers, restaurateurs et hôteliers a écrit le 17 novembre au Conseil d'Etat. Objectif: demander la «levée des mesures de fermeture de tous les commerces genevois». Leur argument: «En vous obstinant à actionner des leviers contraînes au bon sens, vous emmenez notre canton à la catastrophe. Vos mesures d'enfermement, de restrictions et d'interdictions provoquent des résultats plus nocifs encore que n'importe lequel des virus.» C'est au nom des conséquences de l'arrêt de certaines activités économiques pour l'ensemble de la société qu'il faudrait lever ces interdictions. D'autres encore estiment que la voie médiane, qui impose des mesures de précaution, limite les contacts sociaux mais laisse fonctionner une partie de l'économie est la meilleure pour l'ensemble de la société. Dans cette stratégie, comme l'explique le gouvernement, «la responsabilité individuelle reste essentielle»²; sur les transports publics lausannois, tourne

en boucle l'antienne: «Responsables ensemble». Le message est clair: ne faites pas passer votre intérêt individuel avant l'intérêt général.

UNE NORME FLOUE. La question de savoir comment les sociétés font la part du bien commun (ou de l'intérêt général) et de l'intérêt individuel est une interrogation classique en sciences sociales, déjà traitée par Émile Durkheim. En 1898, le sociologue soulignait que des individus peuvent, au lieu du bien commun, poursuivre de manière «abusives» des fins personnelles. Au fond, il posait une hiérarchie entre intérêt individuel et bien commun, hiérarchie qui est sur le devant de la scène en ces temps de pandémie³. Rappelons que la construction d'un point de vue général de rang supérieur aux différentes formes de détermination de biens dont se réclament les individus est historiquement et socialement située. Le bien commun et les manières de le faire advenir s'appuient en effet sur une re-

présentation de l'espace social divisé en deux sections. La conception qui prévaut dans le Nord global oppose souvent le bien commun à l'intérêt individuel – le premier, de rang supérieur, devant en cas de divergence l'emporter sur le second, la totalité primant sur les parties. On peut questionner cette partition et cette hiérarchie, car elles reposent sur une conception de l'intérêt individuel découpée des structures sociales et culturelles qui expliquent les comportements, donc fondamentalement anti-sociologique. De fait, les principes sur lesquels repose le bien commun, qui peuvent être la dignité, l'autonomie, la responsabilité ou la solidarité, sont souvent flous et ne sont jamais déterminés de manière absolue. En conséquence la norme du bien commun, lorsqu'elle est exprimée, a pour spécificité d'être toujours contestée, comme c'est le cas en ce qui concerne les mesures prises ou à prendre pour endiguer la pandémie de Covid-19.

DIRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL. C'est parce qu'elle est floue et inachevée que la référence à l'intérêt général peut servir de matrice aux discours de légitimation non seulement de groupes sociaux, politiques et professionnels de tout ordre, mais encore de l'Etat démocratique, traditionnellement reconnu comme dépositaire du bien commun national, comme le rappelle le Conseil fédéral à chaque conférence de presse sur la pandémie. La légitimité de l'Etat repose en effet sur sa capacité à convaincre qu'il sert le bien commun et qu'il n'utilise pas son pouvoir à d'autres fins. C'est même une des raisons susceptibles de conduire à la chute d'un gouvernement ou d'un-e élu-e, y compris en Suisse, comme le rappelle «l'affaire Maudet». Même si l'autorité de l'Etat pour produire le bien commun fait toujours l'objet de remises en question, en raison de la reconfiguration du positionnement des Etats dans différentes arènes à l'échelle inter-

naionale, du poids croissant de l'économie et de la finance, ou encore de ces deux phénomènes réunis, l'Etat national continue, au moins dans le Nord global, de le définir de manière symbolique via ses discours, ses actes législatifs, réglementaires et judiciaires. L'Etat est en ce sens toujours investi d'une autorité épistémique, parce que son «point de vue est institué en tant que point de vue légitime, c'est-à-dire en tant que point de vue que tout le monde doit reconnaître au moins dans les limites d'une société déterminée. [...] [Il] apparaît ainsi comme la banque centrale qui garantit tous les certificats. [...] [comme] le 'géométral de toutes les perspectives'»⁴. Un clip du gouvernement illustre la position spécifique de l'Etat pour dire le bien commun en ces temps de pandémie⁵.

L'ETAT E(S)T LA POPULATION. Il débute par le conseiller fédéral Alain Berset, qui affirme avec l'autorité que lui confère sa charge de chef du Département fédéral de l'intérieur: «Mesdames et Messieurs, la situation est grave.» Sur la base de cette prémisse, neuf personnes choisies pour exprimer la diversité helvétique parlent face caméra pour affirmer, par exemple, que «l'augmentation des infections au coronavirus est dramatique», que «nous devons tous participer pour ne pas surcharger le système de santé», que «la seule chance de surmonter la crise, c'est d'unir nos forces». À la fin, le conseiller fédéral Alain Berset reprend la parole pour conclure: «Et rappelons-nous: moins nous voyons de monde, moins nous prenons de risques.» Ce clip de 48 secondes propose un cadre d'interprétation des problèmes liés à la pandémie – surcharge des hôpitaux, etc. – et une solution, consistant à adopter les mesures du Conseil fédéral.

Le titre du clip, «Le Conseil fédéral, c'est nous tous», assimile autorité et population, comme si ces deux entités n'avaient qu'une seule voix et que les controverses sur les mesures prises n'existaient pas.

C'est une forme de *soft power* qui s'exprime, le rapport de pouvoir se réalisant dans un travail pédagogique visant la conversion de la population aux mesures prises.

LA FIN AVANT LES MOYENS? En pratique, la conception portée par le gouvernement – mais également par les milieux qui proposent d'autres mesures ou pas de mesures – soutient que certains dégâts sont inévitables pour atteindre un bien supérieur. On retrouve ici la logique discursive que Hannah Arendt⁶ a dénoncée à propos de la pensée occidentale. La justification d'une action, lorsqu'elle repose uniquement sur les fins à atteindre, est problématique. Elle aboutit à considérer comme inévitables et négligeables les dégâts produits, au nom du fait qu'«on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs». C'est du moins, ajoute-t-elle, ce qu'on dit aux œufs⁷. Au nom du bien commun, pourrions-nous préciser dans le cas de la pandémie.

DÉVALUATION. L'approbation de la conception gouvernementale du bien commun, au moins durant la crise du printemps 2020, a été relativement élevée, à la hauteur de la confiance générale accordée au Conseil fédéral par la population suisse⁸. Si la critique de cette conception s'exprime au nom d'une autre vision du bien commun, il est toutefois frappant de voir à quel point elle peut être délégitimée. La presse, les médecins et les politiques dénoncent en effet l'égoïsme ou l'irresponsabilité des personnes – ce sont souvent des jeunes qui sont mis en cause – qui ne suivent pas les consignes en ne respectant pas les distances, en ne portant pas de masque, en ne se lavant pas les mains, en se réunissant pour faire la fête ou en manifestant dans la rue leur opposition aux mesures prises. Les médias ont également relayé, le 17 novembre dernier, l'appel⁹ d'un économiste de la santé zurichois incitant à infliger des amendes aux personnes qui transgressent les règles, à

enregistrer leurs noms et, si elles sont infectées par le virus, à ne pas leur accorder de lit dans des unités de soins intensifs en cas de manque de place.

QUI DONNE SON AVIS? Ce type de réaction pose une question majeure: celle de la reconnaissance de la capacité à émettre un avis concernant les mesures à prendre face à la pandémie, liée ce que Miranda Fricker appelle le statut épistémique¹⁰. De manière générale, cette reconnaissance est réservée au politique et aux expert-es désigné-es, par exemple la *task force* Co-

Les principes sur lesquels repose le bien commun ne sont jamais déterminés de manière absolue

vid-19. Le statut épistémique détermine la manière dont l'avis des individus sera entendu, leur capacité à rendre compte de ce qui leur arrive, à formuler des observations, à porter des analyses ou à tirer des conclusions considérées comme pertinentes. Or, cette reconnaissance repose notamment sur le statut social: en dehors de tout échange, certains attributs sociaux peuvent ôter à un individu son statut de sujet connaissant et produisant des connaissances, donc sa crédibilité épistémique. De nombreuses illustrations sont données par la recherche de situations dans lesquelles la parole, parce qu'elle émane d'une personne construite comme inférieure (par exemple comme femme ou noire), n'est pas entendue.

ET LA DÉMOCRATIE? C'est sans doute quelque chose du même ordre qui se passe aujourd'hui autour de la dévaluation des avis émis par des personnes qui ne partagent pas le point de vue officiel sur

le bien commun en temps de pandémie, dénoncées comme ne pensant qu'à leur intérêt individuel et parfois caricaturées sous le vocable de «coronasceptiques» ou, pire encore, de «complotistes». Cette situation pose le problème du droit à la critique de la conception dominante du bien commun. Elle mériterait sans doute une attention plus importante de la part des autorités et des médias, car ce type de dévaluation épistémique conduit à la négation de la démocratie. ■

¹ <https://sites.google.com/site/florinbilbie/openletterswisseconomists>

² www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov.html

³ Les réflexions sur le bien commun et l'intérêt individuel sont tirées d'une recherche menée avec Monika Piecek, Céline Perrin et Isabelle Probst.

⁴ Pierre Bourdieu: *Sur l'État. Cours au Collège de France* (1989-1992). Seuil, 2012.

⁵ https://youtu.be/FDHH_ou_NCY

⁶ Hannah Arendt: *Les œufs se rebiffent. La philosophie de l'existence et autres essais*. Payot, 2005.

⁷ Arendt cite ici un poème de Jarrell Randall (1955).

⁸ Jan-Erik Refle, Marieke Voorpostel, Florence Lebert, Ursina Kuhn, Hannah S. Klaas, Valérie-Anne Ryser, Nora Dasoki, Gian-Andrea Monsch, Erika Antal and Robin Tillmann. DOI: 10.24440/FWP-2020-00001.

⁹ Par exemple: www.24heures.ch/faut-il-priver-les-coronasceptiques-de-soins-intensifs-584390497531

¹⁰ Miranda Fricker: *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford University Press, 2007.

VOTATIONS DU 29 NOVEMBRE

LES BROCHURES NE SUFFIRONT PAS

L'Union syndicale suisse (USS) regrette l'échec de l'initiative pour des multinationales responsables, faute de majorité des cantons. Durant la campagne, les adversaires du texte ont affirmé soutenir les objectifs de l'initiative et ont principalement critiqué le moyen de les atteindre. Il faudra les prendre au mot.

L'USS insistera donc pour une mise en œuvre conséquente du contre-projet, avec les contrôles nécessaires. Elle s'engagera aussi pour que le soutien populaire large se reflète dans la rédaction de l'ordonnance, afin que les violations des droits humains, du droit élémentaire du travail ainsi que des standards environnementaux ne puissent plus être dissimulées.

L'USS poursuit son engagement au sein des réseaux syndicaux européen et mondiaux pour une économie plus juste. Le travail des enfants, l'exploitation des ouvrières et ouvriers du textile, la pollution incontrôlée ou la violence contre les syndicalistes doivent être évités. Il demeure prioritaire d'améliorer le sort des gens qui travaillent, ici et ailleurs, et d'agir en faveur de relations commerciales plus justes.

L'USS regrette le rejet de l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre». Pour les institutions concernées, l'exclusion des investissements dans le matériel de guerre aurait pu se faire sans trop de coûts supplémentaires et sans grandes pertes de rendement. A défaut, il faudra désormais utiliser les leviers existants pour des placements plus éthiques.

UNION SYNDICALE SUISSE

LE COURRIER

**Votre abonnement,
la garantie d'un
média indépendant**

**Essai Web
2 mois: CHF 19.-**

www.lecourrier.ch

Pour planifier votre avenir, n'oubliez pas notre

Agenda de poche SSP 2021

Talon-réponse

Je commande un AGENDA DE POCHE 2021

- ☐ avec assurance accidents Fr. 18,35 (TVA incluse) *(valable jusqu'à 70 ans révolus)*
- ☐ sans assurance accidents Fr. 8,65 (TVA incluse)

Nom et prénom:

Adresse:

N° membre/Section:.....

A renvoyer à votre section ou à l'adresse suivante: Secrétariat central SSP, case postale 8422, 8036 Zurich. Commande par mail: patrizia.loggia@vpod-ssp.ch

JURA GRÂCE À LA MOBILISATION SYNDICALE

VERS L'OCTROI D'UNE PRIME AU PERSONNEL DE SANTÉ!

Depuis ce printemps, le personnel de santé travaille sans relâche face à la pandémie, dans des conditions de plus en plus difficiles: heures supplémentaires, risques de contamination, présence au travail malgré les quarantaines, équipes réduites, dispositions de la Loi sur le travail modifiées au printemps, etc.

En cette période de crise, le personnel de santé continue à s'investir sans compter pour prendre soin de chacun-e. Des patient-e-s se retrouvent souvent seul-e-s, sans leur famille. Dans ces moments, le rôle des soignant-e-s devient encore plus important.

Le 28 octobre dernier, en pleine deuxième vague, le parlement jurassien a refusé d'octroyer au personnel de santé une prime unique visant à reconnaître le rôle essentiel que jouent ces travailleuses et travailleurs pour la société.

Outrés, le SSP et Syna ont alors lancé une pétition adressée aux autorités politiques. Objectif: que le parlement fasse marche arrière et reconnaisse le travail fourni depuis des mois par les salarié-e-s de la santé, souvent au détriment de leur vie privée et de leur propre santé.

Le 17 novembre, le SSP et Syna ont déposé 2042 signatures, récoltées en 19 jours. C'est le signe d'un soutien populaire important: dans le canton du Jura, il faut 2000 signatures valides pour faire aboutir une initiative!

Lors de sa session du 19 novembre, le parlement jurassien a finalement adopté, sous la forme d'un postulat, la motion d'un député socialiste allant dans le sens de la pétition syndicale. Le gouvernement a maintenant pour mandat de discuter du montant de la prime et de ses modalités d'octroi avec les partenaires sociaux.

Le SSP suivra de près le dossier et continuera à se battre pour que le personnel de santé soit enfin revalorisé!

SSP . RÉGION JURA

Colloque juridique de l'USS 2020

Perspectives sur les conséquences de la crise en matière de droit des assurances sociales et du travail.

Judi 17 décembre 2020
10h 30 – 17h 15

La pandémie de coronavirus a transformé notre société dans de nombreux domaines. Les effets sont particulièrement visibles dans les domaines du droit du travail et des assurances sociales. Certaines questions juridiques qui semblaient théoriques il y a peu sont soudain devenues d'une actualité brûlante : le salaire est-il dû en cas de quarantaine ? Quelles sont les obligations des employeurs et employeuses en matière de protection de la santé en période de pandémie ? Comment l'obligation de prévoir un plan social s'applique-t-elle en cas de vague de licenciements liés à la pandémie ? Quels seront les effets de la crise sanitaire sur le droit des assurances sociales ?

Des intervenant-e-s de haut niveau issus de la science et de la pratique feront le point sur l'état de doctrine juridique ainsi que sur les besoins éventuels d'action.



Lieu de la conférence :

Sorell Hor
Laupenstr
3001 Bern

Le colloque se tiendra
en ligne
Un lien Zoom suit.

Langues utilisées :

allemand et français, avec traduction simultanée dans les deux sens

Animation :

Luca Cirigliano, docteur en droit, secrétaire central de l'USS

Nouveaux prix !

Coûts (documentation compris) :

- Fr. 90.- les collaborateurs/-trices et membres d'une fédération de l'USS
- Fr. 160.- les non membres
- Fr. 30.- les étudiant(e)s et les personnes en formation

Inscription :

Nous enregistrons volontiers votre inscription par le lien suivant :

www.uss.ch/colloque-juridique

Les inscriptions sont traitées par ordre d'arrivée.

Clôture des inscriptions :

dimanche 13 décembre 2020

Nous attirons votre attention sur le fait que les inscriptions sont définitives. Nous vous adresserons la facture après le colloque.

VAUD . Dans les EMS, la pandémie accentue le sous-effectif. Le personnel est sous pression, la prise en charge des résident-e-s se dégrade. Questions à Vanessa Monney, syndicaliste SSP.

EMS dans la tourmente

SERVICES PUBLICS . INTERVIEW

Quel est l'impact du Covid-19 sur les EMS vaudois?

Vanessa Monney – Les EMS sont fortement touchés. La plupart des institutions comptent ou ont compté des résident-e-s contaminé-e-s. En comparaison avec la première vague, le personnel est beaucoup plus souvent infecté. Les taux d'absence liés à la maladie sont inquiétants. Selon une enquête menée par *Le Matin dimanche* (22 novembre), il manque environ 12,8% des effectifs dans les EMS vaudois. Dans certaines institutions, la moitié du personnel soignant est malade. Cette situation rend la prise en charge des résident-e-s particulièrement difficile.

Quelles sont les conséquences de la directive vaudoise donnant une «prime», sous la forme de forfait, aux EMS qui acceptent de prendre en charge un-e patient-e atteint-e du Covid-19?

Dans certains cantons comme Bâle-Ville, la politique de dépistage du personnel et des résident-e-s en EMS est plus axée sur la prévention et les résident-e-s positifs-ives sont plus souvent hospitalisé-e-s lorsque la configuration de l'établissement ne permet pas un isolement adéquat. Dans le canton de Vaud, la politique de santé publique pousse au contraire à libérer des lits d'hôpitaux. Elle permet même l'admission de nouveaux-elles résident-e-s positifs-ives au Covid-19 dans des EMS jusqu'ici préservés. Quand on sait à quel point il est difficile de contenir la diffusion du virus dans ces établissements, cette politique questionne. On constate d'ailleurs un taux de mortalité des plus de 80 ans plus élevé dans notre canton.

Avant la pandémie, le personnel dénonçait déjà des conditions de travail difficiles. Qu'en est-il aujourd'hui?

Nous dénonçons depuis longtemps le sous-effectif dans les EMS. Déjà en temps normal, le personnel est sous pression. Cela signifie qu'au moindre couac – et le coronavirus en est un, de taille – dans le système, il n'y a plus de marge en termes d'effectifs. Les institutions doivent alors faire appel à des intérimaires ou à d'autres types de renforts. Mais cela reste insuffisant.

Les conditions de travail et les salaires sont au plancher dans les EMS, ce qui rend difficile le recrutement de personnel qualifié. La protection civile est mobilisée, mais ses membres ne peuvent pas prodiguer de soins.

Quel est l'impact sur la prise en charge des patient-e-s?

La pandémie est très difficile à vivre pour les résident-e-s des EMS, qui sont isolé-e-s de leur famille, et même entre elles et eux. L'impact du manque d'effectifs est d'autant plus lourd dans les institutions fortement touchées par le Covid. Concrètement, cela se traduit par une réduction des activités proposées aux résident-e-s. La pénurie de personnel a aussi des conséquences négatives sur l'accompagnement quotidien des usagers et usagères (aide pour boire, pour manger, etc.), ainsi que sur les soins et la surveillance de personnes infectées – alors que leur état nécessiterait, au contraire, une attention accrue. Cette situation est très inquiétante.

Fin octobre, des centaines de soignant-e-s se sont mobilisé-e-s à Lausanne autour de quatre revendications: amélioration des conditions de travail et des salaires, augmentation des effectifs, revalorisation des salaires et octroi de primes Covid-19. Comment cette bataille se poursuit-elle?

À la suite de cette mobilisation, des négociations ont été ouvertes au CHUV. Nous demandons cependant que les reconnaissances discutées dans ce cadre concernent l'ensemble du secteur de santé vaudois, car le personnel des hôpitaux régionaux, des EMS et des soins à domicile (CMS) est particulièrement mobilisé dans la lutte contre cette pandémie, parfois avec des moyens moindres.

Mardi 1^{er} décembre, nous avons déposé à la Chancellerie une pétition de soutien à nos revendications, qui a réuni 7444 signatures. Cela montre que le soutien populaire à nos demandes reste fort.

Le préavis de grève que nous avons déposé en octobre a temporairement été suspendu en raison de la crise sanitaire. Mais si nos revendications ne sont pas entendues et si aucun accord n'est trouvé d'ici là, la question de la grève sera rediscutée lors d'une assemblée générale du secteur parapublic. Celle-ci est agendée au 11 janvier prochain. ■

GENÈVE . Le nouveau salaire minimum est entré en vigueur au 1^{er} novembre. À l'Aéroport de Genève, nombre de sociétés doivent adapter leur grille salariale. Bras de fer en vue?

Les 23 francs et l'AIG

SERVICES PUBLICS

Le 1^{er} novembre, le salaire minimum de 23 francs horaires est entré en vigueur dans le canton de Genève. Cela correspond à un salaire mensuel de 4182 francs pour 42 heures ouvrées par semaine. Pour les salarié-e-s payé-e-s à l'heure, les indemnités pour les vacances et les jours fériés s'ajoutent aux 23 francs. Cela donne un montant brut de 25,70 francs (pour 4 semaines de vacances annuelles) ou 26,25 francs (cinq semaines de vacances par an).

30 000 SALARIÉ-E-S CONCERNÉ-E-S. Selon la CGAS, environ 30 000 salarié-e-s – notamment actifs-ives dans l'hôtellerie, la restauration ou le nettoyage – devraient voir leur salaire horaire augmenter. Un nombre non négligeable d'entre eux-elles travaille à l'Aéroport international de Genève (AIG).

À l'AIG, les salaires volent en effet souvent très bas. «La majorité des entreprises qui œuvrent à l'aéroport ont des salaires d'entrée inférieurs au nouveau minimum légal» souligne Jamshid Pouranpir, syndicaliste à la section Trafic aérien du SSP.

ÇA VOLE BAS À L'AIG. Chez l'avionneur Swiss, par exemple, le personnel de cabine touche un salaire d'entrée de 3400 francs bruts mensuels.

Swissport, un des principaux employeurs de l'AIG avec 1200 employé-e-s, applique deux CCT à son personnel. La première, destinée aux «fixes», prévoit un salaire mensuel démarrant à 3873 francs bruts; la seconde, s'appliquant aux «auxiliaires» (environ 400 salarié-e-s travaillant au maximum 1400 heures par année) prévoit, pour certaines catégories d'employé-e-s, des salaires de 22,20 francs (agent d'exploitation de fret), voire 21,85 francs (agent d'escala passagers). Chez ISS Facility services, active dans le nettoyage des avions, les revenus sont plus bas – 21 francs à l'engagement, 21,80 francs avec trois ans d'expérience.

3182 FRANCS PAR MOIS À 100%. Du côté de la société de catering Gate Gourmet, les rémunérations piquent encore plus du nez. Dans la CCT de l'hôtellerie-restauration, appliquée par la compagnie, le salaire d'entrée pour un-e employé-e sans formation professionnelle se situe à 3470 francs. Il peut même passer à 3182 francs pour une période d'introduction, limitée à 12 mois.

Une majorité des sociétés actives à l'AIG auraient donc dû revoir leurs rémunéra-

tions minimales à la hausse dès le mois de novembre. L'ont-elles fait?

«Pour l'instant, nous sommes dans le flou. Tant au niveau du nombre de personnes effectivement concernées, que de l'application concrète de l'initiative par les entreprises. Pour y voir plus clair, nous devons analyser de près les fiches de paie de novembre» souligne Jamshid Pouranpir. Dans un tract, le SSP appelle les salarié-e-s à faire valoir leur droit et dénoncer les employeurs qui ne respecteraient pas le nouveau minimum. Selon le syndicaliste SSP, il s'agira aussi de vérifier que le salaire minimum s'ajoute bien à d'autres acquis sociaux, comme le treizième salaire – et pas que ceux-ci soient invoqués pour éviter d'augmenter les salaires effectifs.

SWISS RENÂCLE. Le message n'est pas facile à faire passer dans un aéroport presque vide, et alors que nombre de compagnies menacent le personnel de licenciement – ou ont déjà commencé à supprimer des postes, comme les sociétés Gate Gourmet ou Air France-KLM. Tandis que d'autres, comme Swissport, exigent des baisses de salaires importantes.

Certaines entreprises ne cachent d'ailleurs pas leur volonté de freiner des quatre fers dans l'application du nouveau salaire minimum – comme Swiss, qui semble déterminée à tout faire pour ne pas appliquer les 23 francs horaires. De son côté, Swissport indique que seule une cinquantaine de salarié-e-s seraient concerné-e-s par le changement, sur l'ensemble de son effectif. Un chiffre qui peut surprendre, au regard des barèmes salariaux appliqués par l'entreprise.

FRONDE PATRONALE. De belles empoignades s'annoncent. Elles s'ajouteront à celle qui oppose la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) aux associations patronales et au Conseil d'Etat genevois. Ce dernier a en effet décidé de ne pas respecter le texte de l'initiative syndicale, qui prévoit d'indexer le montant du salaire minimum à partir de 2018, année du dépôt de l'initiative. Cela donnerait un salaire minimum de 23,37 francs en 2020.

Cinq associations patronales genevoises sont allées plus loin en déposant un recours contre l'entrée en vigueur du salaire minimum. Elles demandent son report au 1^{er} février 2021 et exigent la possibilité de pouvoir indexer ce montant à la baisse. ■

GENÈVE . Maladies et quarantaines exacerbent le sous-effectif structurel. Épuisé, le personnel est récompensé... par une baisse des salaires. Questions à François*, éducateur en foyer.

Dans le social, la colère gronde

GUY ZURKINDEN . INTERVIEW
ERIC ROSET . PHOTO



Nombreux lors des mobilisations de cet automne, le personnel du social dénonce des conditions de travail qui se durcissent. Quelle est la situation sur votre lieu de travail?

François – Mon travail consiste à accompagner des adultes en situation de handicap vivant dans un foyer. Nous les épaulons dans les tâches quotidiennes et administratives, mais aussi dans la construction d'un projet de vie.

En raison de leur situation, ces résidents peuvent avoir de nombreuses difficultés à être en lien avec la réalité, ou se sentir bien dans leur corps. Comme éducateurs, nous pouvons faire face à des insultes, parfois nous interposer lors de conflits. Notre métier est pénible – mentalement, mais aussi physiquement. Une pénibilité rarement reconnue par les employeurs.

Depuis plusieurs années, notre travail est compliqué par le sous-effectif – créé par les décisions politiques faisant de la fonction publique une variable d'ajustement budgétaire.

Nous travaillons ainsi à flux tendus et accumulons les heures supplémentaires – qui ne sont jamais payées, mais récupérées en temps.

Quels effets la pandémie a-t-elle dans ce contexte?

Lors de la première vague, les sorties pour les usagers ont été interrompues. Les visites n'étaient plus possibles, ce qui était source de tensions. Aujourd'hui, les usagers peuvent continuer à sortir, même si c'est fortement déconseillé. Cette situation augmente les risques d'infection. Car expliquer le danger d'un virus invisible, donc abstrait, à des personnes souffrant de handicap est un exercice difficile. Même chose pour le respect des gestes barrières et le matériel de protection. Mais au printemps comme aujourd'hui, le problème principal est le sous-effectif. Ce dernier a été brusquement accentué par les maladies et les quarantaines dues au Covid-19.

Votre institution a-t-elle compté de nombreux cas d'infection?

Au cours de la dernière semaine d'octobre, nous avons connu une flambée de cas. Celle-ci a touché tant les collaborateurs que les résidents, ce qui a engendré une diminution drastique du personnel accompagnant. Certains lieux ont dû fermer temporairement, car il n'y avait plus assez de monde pour y travailler. Toutes les activités externes ont dû être annulées ou reportées.

Quelle a été la conséquence pour vos conditions de travail?

Si le personnel avait été plus nombreux, nous aurions pu remplacer les collègues malades et mieux gérer la situation. Mais les quarantaines et les maladies se sont ajoutées au sous-effectif structurel. À certains endroits le manque de personnel était tel que, une fois épuisé le nombre des collègues, il a fallu embaucher des remplaçants au pied levé.

En temps normal, nous sommes déjà soumis à un stress très important, qui augmente encore avec cette situation incertaine.

Qu'en est-il du matériel de protection?

Gants, gel hydroalcoolique, masques, thermomètres: le matériel de protection nécessaire aux équipes éducatives arrive au compte-gouttes. Les stocks commencent à s'épuiser.

Le médecin cantonal a décrété que le social, ainsi que ses différentes institutions, n'est pas un secteur prioritaire. Les masques ne nous sont donc plus distribués. Cette décision nous laisse perplexes, car nous comptons des personnes à risque, notamment chez les bénéficiaires, au sein de notre institution. Des actes médicaux y sont aussi prodigués par du personnel soignant.

Conséquence de cette situation: nous sommes obligés d'acheter ce matériel de protection, en utilisant pour cela le montant destiné à d'autres activités.

Tout cela indique que les autorités compétentes ne se sont pas préparées correctement à cette deuxième vague, pourtant annoncée.

Comment le personnel réagit-il?

Nous recevons beaucoup de directives d'en haut, parfois contradictoires. Mais sur le terrain, c'est une toute autre histoire.

Heureusement, nous nous entraînons beaucoup au sein des équipes ou entre les équipes.

En parallèle, nous essayons de centraliser et faire remonter les demandes du personnel vers la direction générale. Mais nous ne sommes jamais sûrs si l'information est bien passée ou non.

Quelles sont les mesures qui permettraient d'améliorer la situation?

Face à la montée de la pandémie et ses conséquences sur notre travail, nous avons reçu des remerciements de la population, mais aussi de notre employeur. Or le coronavirus ne fait qu'exacerber le sous-effectif qui sévit depuis plusieurs années, et frappe l'ensemble du secteur social. Alors qu'en parallèle, l'aspect administratif prend de plus en plus de place, ce qui nous éloigne un peu du cœur de notre travail: créer avec la population que nous accompagnons des projets éducatifs et pédagogiques leur permettant de mieux vivre dans la société.

Pour mieux faire notre travail, c'est de personnel supplémentaire dont nous avons besoin. Ainsi que de distributions du matériel de protection. ■

*Prénom d'emprunt

Sur le vif

«LA BAISSÉ DES SALAIRES NOUS A SCANDALISÉS»

Le social est très présent dans les mobilisations contre les baisses salariales...

La baisse des salaires proposée par le Conseil d'Etat a scandalisé les collègues du social, renforçant le sentiment de manque de reconnaissance de nos professions – alors que nous sommes aussi en première ligne dans cette pandémie!

Sans la deuxième vague de Covid-19, nous aurions été 18 000 dans la rue pour dénoncer les décisions du Conseil d'Etat. Dans mon secteur, le mouvement a bien pris, grâce à l'activité des délégations syndicales. La colère est plus forte qu'en 2015. Et la grève est perçue comme un outil de lutte légitime et efficace.

Lors de la troisième journée de mobilisation, le 18 novembre, la participation a été plombée par l'accord conclu entre les partis politiques, ainsi que les restrictions au droit de manifester. Un nombre important de collègues malades sont aussi restés à la maison.

Le Conseil d'Etat a renoncé à la coupe linéaire de 1% sur les salaires, une mesure qui n'avait aucune chance d'être acceptée par le Grand Conseil. Il maintient en revanche les autres mesures – non-indexation des salaires, non-versement de l'annuité et augmentation de la cotisation des employés à la CPEG. Ensemble, ces mesures entraîneraient une perte salariale située entre 6% et 8%.

La bataille ne fait que commencer. L'envie de lutter reste présente sur les lieux de travail.

Nous devons maintenir la pression et élaborer nos réponses syndicales aux problèmes sociaux qui s'aggravent. ■

Carte blanche à AMNESTY INTERNATIONAL . SECTION SUISSE¹

AMAZON COMBAT LES SYNDICATS

À l’occasion du *Black Friday*, l’une des périodes les plus chargées pour Amazon, Amnesty International a publié une nouvelle synthèse intitulée *Amazon, Let Workers Unionize*, qui s’intéresse au traitement réservé aux employé-e-s en France, en Pologne, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

D’après les conclusions des chercheurs, Amazon sape les tentatives de ses employé-e-s de créer des syndicats et de négocier collectivement.

«Tout au long de la pandémie, les employé-e-s d’Amazon ont risqué leur santé et leur vie pour faire en sorte que les produits de première nécessité soient livrés chez nous, contribuant aux profits records engrangés par l’entreprise. Dans ce contexte, il est très inquiétant qu’elle se montre aussi hostile envers les initiatives visant à constituer des organisations syndicales», a déclaré Barbora Černušáková, chercheuse et conseillère sur les droits économiques, sociaux et culturels à Amnesty International.

«Nous engageons l’entreprise à respecter les droits humains de ses travailleuses et travailleurs et à respecter les normes internationales relatives au travail, qui énoncent clairement qu’ils ont le droit de constituer des syndicats. Amazon doit s’abstenir d’enfreindre leurs droits à la vie privée et cesser de considérer toute activité syndicale comme une menace.»

Amazon a suspendu ses objectifs de productivité très rigoureux pour les travailleurs en mars 2020, du fait des inquiétudes quant à leur compatibilité avec les mesures sanitaires et de sécurité imposées pour prévenir les infections au Covid-19. Cependant, à l’approche des fêtes de fin d’année, Amazon a annoncé leur remise au goût du jour aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs.

Si Amazon affirme respecter le droit de ses employé-e-s de constituer des organisations syndicales et d’y adhérer, elle compromet constamment la capacité de fonctionnement des syndicats. Elle a non seulement identifié l’existence des syndicats comme un facteur de «risque» dans ses rapports annuels de 2018 et 2019, mais a aussi conseillé à ses managers de repérer les signes avant-coureurs d’une activité syndicale.

En mars et avril, Amazon a licencié aux États-Unis des membres du personnel qui s’étaient exprimés au sujet des conditions de santé et de sécurité durant la pandémie. Au Royaume-Uni, des représentants du syndicat GMB ont été menacés à plusieurs reprises d’injonctions concernant une «violation de propriété» lorsqu’ils ont tenté d’entrer dans un site d’Amazon pour recruter de nouveaux membres. Les avis juridiques adressés à des représentants du syndicat en 2018 et 2019 illustrent le fait qu’Amazon surveille les profils sur les réseaux sociaux des membres du syndicat, car leurs captures d’écran sont évoquées à titre de preuves de manifestations «prévues».

Une autre source de préoccupation est la surveillance de la main d’œuvre d’Amazon. En septembre, *Vice News* a indiqué que la société avait publié des offres d’emploi pour des analystes du renseignement chargés de déceler les dangers, notamment les «menaces en matière de syndicalisation contre l’entreprise». Amazon a depuis supprimé ces offres d’emploi et déclaré que leur publication était une erreur.

Également en septembre, *Vice News* a publié des documents internes qui montrent qu’Amazon a surveillé et analysé secrètement les groupes privés sur Facebook des chauffeurs d’Amazon Flex, y compris dans le but de repérer des projets de grève ou de manifestation. ■

¹ Extraits d’un communiqué de presse publié le 27 novembre.

SUISSE . Les milieux financiers veulent profiter de la pandémie pour accélérer les fermetures d’hôpitaux publics.

Être rentable ou périr

BEATRIZ ROSENDE . SECRÉTAIRE CENTRALE SSP

En Suisse, «sur les quarante-quatre hôpitaux pour soins aigus analysés, jusqu’à 75% ont une rentabilité insuffisante pour réaliser des résultats annuels équilibrés» selon Pricewaterhouse-Cooper (PwC), une société internationale d’audit et de conseil¹.

LE PROFIT AVANT TOUT. Au cœur de la deuxième vague, alors qu’une bonne partie des hôpitaux publics frôle la saturation, PwC ne lâche rien. Alors que la pandémie fait des ravages, la multinationale du conseil déplore le manque de rentabilité des établissements de soins. Pour ses analystes, le Covid-19 coûte des milliards aux hôpitaux... et devrait accélérer le changement structurel en cours. Dans cet objectif, PwC propose des recettes qui ont un goût de déjà-vu.

AMBULATOIRE À TOUT PRIX. D’abord, le sacro-saint «transfert du stationnaire vers l’ambulatoire». Selon PwC, l’ambulatoire hospitalier était bénéficiaire en 2019. Ce secteur est régi par un mode de financement différent: chaque acte est facturé. Plus on travaille, et plus on gagne. Pour les patient-e-s admis-e-s en stationnaire, au contraire, les actes médicaux sont facturés selon le système des forfaits par cas: la facture est basée sur le diagnostic, indépendamment de la durée d’hospitalisation. Les experts de PwC «oublient» cependant une donnée fondamentale: à tout vouloir traiter en ambulatoire, les patient-e-s sont souvent renvoyé-e-s à domicile en très mauvais état. PwC évoque aussi de «nouveaux modèles de soins couplés à des centres de santé ambulatoires». Derrière ce concept «moderne», un projet prisé par les caisses maladie émerge: confier à ces dernières la gestion complète des processus de soins. Médecins en cabinet, hôpitaux, physios, etc. Tous seraient liés à un réseau financé et contrôlé par les assureurs².

FERMER LES HÔPITAUX. Selon PwC, cette course à la rentabilité permettrait de réduire encore plus vite le nombre de sites de soins aigus. On retrouve ici le but poursuivi par la révision de la Loi sur l’assurance maladie (LAMal). Votée par le Parlement fédéral en 2007, celle-ci a modifié le mode de financement hospitalier. Objectif: mettre les établissements en concurrence pour aboutir à une baisse du nombre d’hôpitaux. Ces projets sont particulièrement attraitifs pour un secteur qui se développe à grande vitesse: les soins à domicile privés.

Davantage d’ambulatoire, de centres de santé et moins d’hôpitaux conduit en effet à augmenter le besoin en soins à domicile – la branche la plus accessible aux investisseurs privés.

PAS UNE EXCEPTION. La crise sanitaire développe un peu partout les mêmes conséquences dramatiques: sacrifice des personnes vulnérables, exploitation maximale et mise en danger des personnels de santé, appauvrissement des salarié-e-s et des indépendant-e-s modestes. Le tout accompagné de l’enrichissement des plus nanti-e-s. Quant aux hôpitaux, les recettes helvétiques sont un copié-collé d’expérimentations menées dans d’autres pays, comme l’Allemagne. Dès le début des années 2000, l’Allemagne a mis ses établissements de soins au régime des forfaits par cas. Conséquence: plus de trois cents hôpitaux et cliniques ont disparu en vingt ans. Cinquante mille lits ont été supprimés, alors que le nombre de cas suivis a augmenté de plusieurs millions³! La préoccupation était telle, au début de la pandémie, que les autorités allemandes ont décidé de financer les établissements hospitaliers pour maintenir des lits libres, en vue d’accueillir d’éventuel-le-s patient-e-s atteint-e-s du Covid-19. C’est l’exact contraire du système des forfaits par cas, qui n’est efficace que si les lits sont pleins.

SE MOBILISER EN 2021! En Allemagne, les personnels de santé organisent des grèves depuis 2015; en parallèle, les syndicats ont constitué des alliances citoyennes dans différentes villes. Objectif: revendiquer plus de personnel dans les hôpitaux. La population a compris que si le sous-effectif règne, on a beau avoir des infrastructures luxueuses, le système de santé ne fonctionne pas. En Suisse aussi, nous devons tirer les leçons de la crise et ne pas laisser PwC et leurs amis détruire l’hôpital public. En 2021, une large offensive syndicale et citoyenne sera nécessaire. ■

¹ PWC: *Étude sur les hôpitaux suisses: les hôpitaux prennent une nouvelle orientation*. 23 novembre 2020
² C’est le principe du *managed care*, rejeté massivement par la population en 2014.
³ Lire l’excellent article publié par *Le Monde diplomatique*: Des hôpitaux allemands trop rentables. Septembre 2020. <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/09/KNAEBEL/62143>

LA BOURSE AVANT LA VIE

Le 18 novembre, le SSP, Syna et l’association suisse des infirmières (ASI) ont écrit à la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Objectif: lui demander que la Confédération indemnise les établissements de santé ayant subi des pertes financières en raison du Covid-19. La faitière H+ a fait une démarche dans le même sens. La Commission a balayé cette demande. En Helvétie, la santé n’a décidément guère de valeur. ■

LA BOURSE AVANT LA VIE (II)

Ce n’est pourtant pas le fric qui manque. «En pratique, le budget fédéral n’a cessé d’afficher des excédents structurels depuis 2006. La cible minimale du frein à l’endettement a donc été dépassée, comme le montre le compte de compensation: fin 2018, ce dernier affichait un solde positif de 27,5 milliards de francs» (La Vie économique, numéro 7, 2019). Les autorités veulent-elles garder ce pactole pour de nouveaux cadeaux fiscaux? ■

INFECTIONS À LA CHAÎNE

Au mois d’octobre, 45 salarié-e-s de la boulangerie Coop de Schafisheim (Argovie), la plus grande du pays, ont été frappé-e-s par le Covid-19 (*Work*, 20 novembre 2020). Travaillant les un-e-s à côté des autres sur la ligne de montage, les salarié-e-s ne portaient pas de masque. La boulangerie industrielle n’a été contrôlée que le 2 novembre, après avoir été dénoncée par *Kassensturz*, une émission de la chaîne de télévision publique alémanique. «Les concepts de protection dans les entreprises sont efficaces», qu’ils disent. ■

LA CHUTE

Selon l’OFS, 274 194 personnes dépendaient de l’aide sociale pour survivre en 2018. En raison de la crise sanitaire et économique, la Conférence suisse des institutions d’action sociale (CSIAS) s’attend à une augmentation de 28% de leur nombre en 2022. Ces 77 000 nouveaux-elles pauvres se consolent en se remémorant la promesse faite en mars par la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga: «Nous ne vous laisserons pas tomber.» ■

Carton Rouge

À Karin Keller-Sutter. Au cours de la campagne sur les entreprises responsables, la conseillère fédérale libérale-radical a multiplié les contre-vérités pour défendre les intérêts des multinationales. Economiesuisse ne s’y est pas trompée. À l’issue du vote, la faitière patronale a chaleureusement remercié «la conseillère fédérale qui ment», comme l’a surnommée la *Wochenzeitung* (26 novembre). Et qui tient déjà fermement les rênes de l’exécutif. ■

INÉGALITÉS . Selon le classement annuel réalisé par *Bilan*, les 300 plus riches de Suisse ont une pêche d'enfer. Pourtant, la pandémie entraîne une augmentation dramatique de la pauvreté. À quand une taxe Covid sur les capitalistes?

Toujours plus riches, encore plus pauvres

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR
ERIC ROSET . PHOTO

En 2019, les 300 plus riches de Suisse détenaient une fortune estimée à 646 milliards de francs.

C'est l'estimation faite par le magazine *Bilan* dans sa dernière édition – son confrère alémanique *Bilanz* penchant plutôt pour 707 milliards.

Le ticket d'entrée pour ce sympathique classement se situe à 200 millions de francs.

Au sommet de la pyramide, on retrouve le même trio de tête: les familles Hoffmann et Oeri (actionnaires majoritaires de la compagnie pharmaceutique Roche), assises sur un pactole de 29 milliards de francs (27 milliards en 2019). Elles sont suivies par la famille Wertheimer (groupe de luxe Chanel), qui pointe à 25 milliards et les Safra (banque, immobilier, agroalimentaire, bananes Chiquita) à 22 milliards. Ces heureux élus représentent trois secteurs d'activités qui ne connaissent pas la crise: la pharma, le luxe et la finance.

CHRISTOPH, LE VENT EN POUPE. L'évolution la plus spectaculaire est celle des Blocher (EMS Chemie, Dottikon ES, biscuits Läderli), en quatrième position avec 15 milliards de francs. Les affaires familiales ont été favorisées par le Covid-19. Pour l'anecdote, rappelons que le Conseil fédéral a récemment décidé de verser 1,1 million à M. Blocher au titre de rente de conseiller fédéral, versée rétroactivement. De l'argent de poche, à ce niveau. En 2020, six nouveaux milliardaires ont fait leur entrée dans le classement de *Bilan*. On saluera notamment l'arrivée de Philippe Foriel-Destezet (2 à 3 milliards), actionnaire de la boîte intérimaire Adecco et de Securitas SA. Comme quoi la précarité est un marché rentable.

L'IRRESPONSABILITÉ, ÇA PAIE. Dans la liste de ces super-riches, on retrouve nombre d'actionnaires de sociétés qui ont fait campagne contre l'initiative « pour des multinationales responsables », rejetée par une majorité des cantons le 29 novembre. On peut citer, entre autres, les familles Schmidheiny (Holcim, béton) et Landolt (Novartis, Fondation Sandoz), Ivan Glasenberg (Glencore), Marco Dunand (Mercuria) ou encore Peter Brabeck-Lemathe (ancien PDG de Nestlé, encore détenteur d'un large paquet d'actions de la boîte). Voilà qui permet de cerner les vraies motivations de leur féroce opposition à un texte pourtant minimaliste: dans le système capitaliste, l'irresponsabilité rapporte gros. Tout va donc pour le mieux en haut du panier helvétique. Et cette belle santé des ultra-riches n'est pas une exception. En octobre dernier, UBS indiquait que



les avoirs des 2000 milliardaires que compte notre planète avaient augmenté durant la pandémie, pour culminer à 10 200 milliards de dollars en juillet 2020.

PAUVRETÉ EN SUISSE... Au bas de la pyramide, en revanche, c'est plutôt le serrage de ceinture généralisé. Le 30 novembre, Caritas tirait la sonnette d'alarme: en Suisse même, «le coronavirus jette de nombreuses personnes dans la pauvreté sans qu'elles puissent y faire quoi que ce soit. Les personnes concernées ont perdu leur revenu d'appoint, n'ont pas de statut de séjour régulier ou sont tombées en dessous du minimum vital parce que leurs revenus ont drastiquement baissé». Précisons que Caritas estimait à 660 000 le nombre de personnes pauvres dans notre pays *avant* la pandémie.

... ET MISÈRE GLOBALE. À l'échelle mondiale, les perspectives sont effrayantes. «Pour la première fois depuis vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020», soulignait la Banque mondiale au mois d'octobre. En raison de la pandémie, entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires seront condamnées à vivre avec moins de 1,90 dollar par jour – jusqu'à 150 millions d'ici à 2021. De son côté, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU estime que 235 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire en 2021 – un nombre en hausse de 40%. Face à ce creusement spectaculaire des inégalités sociales, des voix plaident pour une taxation renforcée des grandes fortunes et des profits. On pourrait commencer en Suisse, ce paradis pour les millionnaires. ■

Le chiffre

7,2%

C'est le recul que connaîtra cette année, à l'échelle mondiale, le montant des aides envoyées par les travailleuses et travailleurs migrants issus de pays pauvres à leurs familles restées sur place (*NZZ*, 25 novembre). L'année prochaine, ce recul atteindra 7,5%, un pic historique. Dans certains pays, la baisse des transferts d'argent est telle que Western Union ferme des filiales. Selon la Banque mondiale, les 270 millions de salarié-e-s immigré-e-s originaires de régions défavorisées ont été plus touché-e-s par la pandémie que la moyenne. Beaucoup ont perdu leur emploi, se retrouvant privé-e-s de revenus. Le recul des montants envoyés par ces travailleuses et travailleurs dans leurs pays d'origine aura de lourdes conséquences. Supérieures aux dépenses internationales d'aide au développement – et même, en 2019, aux investissements directs étrangers – ces aides y jouent un rôle décisif dans la lutte contre la pauvreté, pour la scolarisation des enfants et l'accès aux soins. ■

France. Marche pour les libertés

Samedi 28 novembre, des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer les violences policières et «la dérive liberticide» du gouvernement Macron, à l'appel de plus de 70 syndicats et collectifs. «À Paris, la diversité des manifestants, leur jeunesse aussi, témoignait de ces inquiétudes multiples: journalistes, syndicalistes, «gilets jaunes», étudiants et lycéens, militants politiques, une centaine d'élus d'Île-de-France, mais aussi le Comité Adama et d'autres collectifs contre les violences policières et d'innombrables associations de défense des droits humains» soulignait le reportage de *Mediapart* (28 novembre). ■

Grève générale en Grèce...

Le 26 novembre, des dizaines de milliers de salarié-e-s du secteur public grec ont mené une grève générale. Le personnel soignant et les enseignant-e-s étaient particulièrement mobilisés. Les manifestant-e-s ont dénoncé l'insuffisance des moyens de lutte contre le coronavirus, qui a atteint un pic en novembre, ainsi que des aides financières. Parmi leurs revendications: de meilleures mesures de protection, la nationalisation des hôpitaux privés, l'embauche massive de personnel soignant et des augmentations de salaire. ■

... et en Inde!

Le même jour, plus de 250 millions de travailleurs et travailleuses ont participé à l'une des plus grandes grèves de l'histoire de l'Inde. Les manifestant-e-s ont revendiqué des versements directs et de la nourriture pour les familles dans le besoin, tout en dénonçant les politiques anti-salarié-e-s qui ont poussé des millions de personnes dans la misère. Les syndicats indiens ont déploré les nombreuses arrestations de dirigeants ouvriers et agricoles qui ont émaillé cette mobilisation. ■

Biélorussie. Avec les syndicats indépendants

Le syndicat international des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture et de l'hôtellerie (UITA) lance un appel au soutien des syndicats indépendants en Biélorussie. Réunis sous l'égide du Congrès pour des syndicats démocratiques, ces organisations sont confrontées à une forte répression de la part du gouvernement de M. Loukaschenko. L'UITA appelle l'ensemble des organisations de salarié-e-s à soutenir ces syndicats démocratiques et rompre tout lien avec les syndicats liés à l'Etat biélorusse. ■